

REPUBLIQUE TOGOLAISE



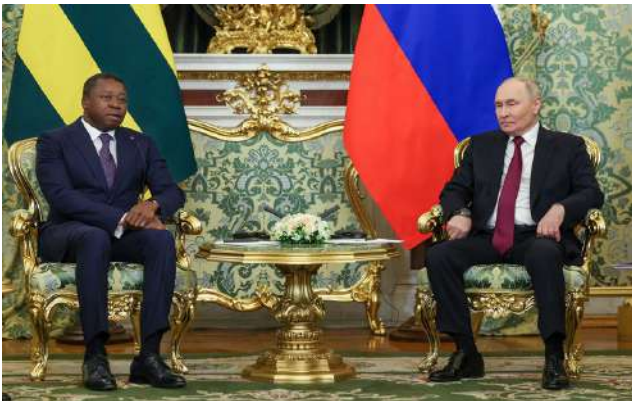
Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

25 septembre 2026

COOPERATION TOGO-RUSSIE :

LOME ABRITE LA PREMIERE SESSION DE LA COMMISSION INTERGOUVERNEMENTALE A PARTIR DU 29 SEPTEMBRE PROCHAIN



Échanges entre Faure Gnassingbé et Poutine (Photo internet)

des deux pays autour de l'examen des acquis de leur partenariat et de la définition de nouvelles perspectives de coopération. Elle intervient dans un contexte d'élargissement des relations bilatérales entre Lomé et Moscou. Les échanges porteront notamment sur le commerce, l'économie, les sciences, la culture et les technologies, avec une attention particulière aux échanges entre les opérateurs économiques des deux pays.

Sur le plan universitaire, les discussions devraient également contribuer au renforcement du partenariat existant, notamment dans le domaine de la formation des étudiants togolais en Russie. La coopération universitaire et culturelle avait déjà été au centre des échanges, début septembre à Lomé, entre une délégation russe du Centre de diplomatie publique (CDP), conduite par Valentina Kolesnikova, et le ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur, le Professeur Gado Tchangbedji.

Lomé, 25 sept. (ATOP) - La première session de la commission mixte intergouvernementale chargée du suivi de l'Accord de partenariat entre le Togo et la Fédération de Russie se tiendra du 29 septembre au 1^{er} octobre à Lomé. La rencontre permettra aux deux pays d'évaluer l'état de leur coopération et d'identifier de nouvelles pistes de partenariat.

Prévue au Palais des congrès de Lomé, la session réunira les représentants

SOMMAIRE

ECHOS DE LA CAPITALE	2-6
NOUVELLES DES PREFECTURES	6-14
NOUVELLE DE L'ETRANGER	14-16
SPORTS	16-18

Dans le cadre de la diversification des relations universitaires et culturelles, la création d'une « Maison Russe » à Lomé est envisagée. Cette structure devrait notamment contribuer à promouvoir l'apprentissage de la langue et la découverte de la culture russes au Togo. ATOP/HKM/AO



ATOP

Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



ECHOS DE LA CAPITALE

LA BOAD APPROUVE DE NOUVELLES OPERATIONS ET INTERVENTIONS POUR UN MONTANT DE 157,500 MILLIARDS FCFA



Le président de la BOAD

Lomé, 25 sept. (ATOP)- Les administrateurs de la Banque ouest africaine de développement (BOAD) ont approuvé au cours de la 152^e réunion du conseil d'administration, tenue le jeudi 24 septembre à Lomé, de nouvelles opérations et interventions pour un montant de 157,500 milliards FCFA. Ces opérations portent à 10,991, 600 milliards FCFA, le montant global des financements de la Banque depuis sa création en 1973.

Ces nouvelles opérations portent sur plusieurs projets et interventions. Dans le domaine de la Sécurité alimentaire et résilience agricole, les administrateurs ont retenu le programme d'appui à la mécanisation agricole et à l'irrigation en République Togolaise, Phase 3. Ce programme d'un montant de 45 000 MFCFA permettra l'aménagement de 530 ha et l'acquisition d'équipements d'irrigation pour accroître la productivité, viser une production annuelle additionnelle d'au moins 100 000 tonnes de riz et créer des emplois, notamment au profit des jeunes et des femmes.

Plusieurs financements validés

Dans le secteur des infrastructures de transport, le conseil a validé la première tranche du projet d'aménagement et de bitumage de la route Safim-Jugudul, en République de Guinée-Bissau. Il s'agira de l'amélioration de la mobilité, de la sécurité routière et de la connectivité régionale sur l'axe RN1, réduisant ainsi les temps de trajet et désenclavant la zone. Montant approuvé : 30 000 MFCFA.

Au niveau de l'industrialisation, les administrateurs ont approuvé l'implantation d'une usine de production de ciment par AFRIC CEMENTS dans la zone industrielle de Kossodo, à Ouagadougou, au Burkina Faso. Objectif : renforcement de l'offre locale avec une capacité cible de 285 000 tonnes par an, création d'emplois, et valorisation des ressources nationales. Montant approuvé : 10 000 MFCFA.

Dans le secteur de l'énergie, hydrocarbures et sécurité énergétique, le conseil a donné un avis favorable au projet d'Extension des capacités nationales de stockage de produits pétroliers par la société Complexe pétrolier de Lomé (COMPEL SA), au Togo. Au travers cet appui de 37 000 MFCFA, il s'agira de l'augmentation de 170 000 m³ des

capacités de stockage pour renforcer la sécurité énergétique du Togo et des pays de l'interland._

Le conseil a également validé un projet d'acquisition de participations et d'infrastructures énergétiques au Bénin par Yattassaye & Company Energy Invest. Grâce à cette intervention de 17 500 MFCFA, la Banque participe au financement du rachat d'un portefeuille d'actifs stratégiques (incluant des dépôts de stockage de pétrole et de gaz, un quai pétrolier ainsi qu'un réseau de stations-service) afin de renforcer la présence du groupe YATT&CO en Afrique de l'Ouest et de favoriser le maintien du capital et de la valeur ajoutée sur le continent.

Le conseil a aussi donné son quitus pour un prêt à court terme en faveur de la Société de transport du Karta « SOTRAKA » SA, pour l'importation et la commercialisation d'hydrocarbures au Mali. Objectif : financement de l'importation d'environ 20 000 m³ d'hydrocarbures afin de sécuriser l'approvisionnement énergétique national d'un montant de 8 000 MFCFA.

Au niveau du secteur privé et inclusion financière, le conseil a approuvé une ligne de refinancement en faveur de la Compagnie financière africaine Côte d'Ivoire (COFINA CI) pour un montant approuvé : 10 000 MFCFA.

Par ailleurs, les administrateurs ont également approuvé d'autres interventions, entre autres, Programme d'urgence « DJIGUIYA 2026-2028 » d'un montant de 200 000 MFCFA, le Troisième concours de Cassa Depositi e Prestiti (CDP) à la BOAD d'un montant de 131 200 MFCFA, la Ligne de crédit matricielle de l'Agence Française de Développement (AFD) avec un Montant approuvé de 196 787 MFCFA, assorti d'une subvention de 885,5 MFCFA. Le conseil a aussi donné son aval sur des opérations comme : Sixième ligne de crédit de la Banque Africaine de Développement (BAD) à la BOAD ; Sixième ligne de crédit de la KfW à la BOAD ; Quatrième ligne de crédit de la Banque de Développement de Chine (BDC) à la BOAD.

Au cours des travaux de ce conseil d'administration sous format hybride présidés par M. Serge Ekue, président du conseil d'administration, président de la BOAD, les administrateurs approuvé le procès-verbal de la 151^{ème} réunion tenue le 26 juin 2026 à Lomé, arrêté les comptes intermédiaires de la BOAD au 30 juin 2026. Le conseil a également donné un avis favorable sur l'état de recouvrement des créances sur prêts de la BOAD au 31 août 2026.

« Financer plus, financer mieux »

A l'ouverture des travaux, le président de la BOAD s'est félicité de la structure financière de la banque au 30 juin 2026, « ce qui confirme l'aspect confortable de notre structure de capital et de nos fonds de propres ».

« Mesdames et Messieurs, vous voyez bien notre cap est clair : financer plus, financer mieux, tout en accompagnant les États face aux mutations socio-économiques et sécuritaires de notre région. Tel est le sens de notre action, tel est notre engagement sans cesse renouvelé », a réitéré M. Ekue. ATOP/AJA/DHK

MEDIAS :

INAUGURATION DU NOUVEAU SIEGE DE TAXI FM

Lomé, 25 sept. (ATOP) – Le nouveau siège de la radio privée Taxi FM (93.1 FM) a été inauguré, le vendredi 25 septembre à Lomé, dans la commune Golfe 2, marquant une nouvelle étape dans le développement de ce media lancé en 2015.

La cérémonie a également servi de cadre au lancement d'une nouvelle grille de programmes, avec notamment l'émission « Taxi Forum ».

L'inauguration de ce nouveau siège vise à renforcer les capacités de la radio et à offrir de meilleures conditions de travail à son équipe. Elle traduit également la volonté de Taxi FM de consolider sa mission d'information, d'éducation et de sensibilisation de

proximité, tout en adaptant ses services aux évolutions du paysage médiatique et numérique.



L'assistance



M. Yao (au micro) prononçant le discours inaugural

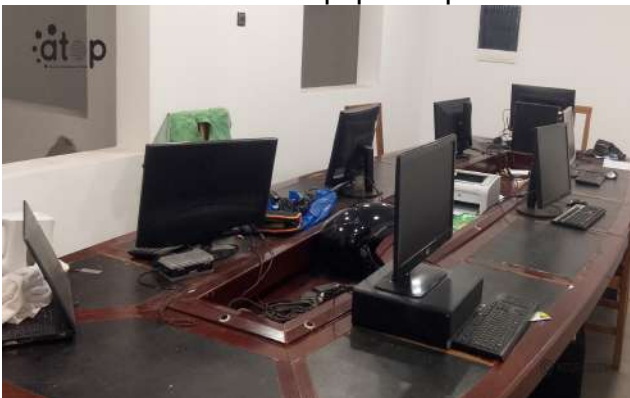
La cérémonie a été marquée par la coupure symbolique du ruban et la visite des différentes installations, notamment la salle de rédaction, le plateau technique et le studio.

Le directeur de cabinet de la Haute autorité de régulation de la communication écrite, audiovisuelle et numérique (HARC), Olivier Yao, a relevé le rôle de la radio dans l'information, l'éducation et la cohésion sociale. Il a appelé les professionnels des médias et les créateurs de contenus numériques au respect du cadre législatif et réglementaire en vigueur au Togo. M. Yao a également mis en garde contre la propagation des fausses informations sur les plateformes numériques. Il a insisté sur la nécessité pour les acteurs du secteur de faire preuve de professionnalisme et de discernement dans l'exercice de leur métier.

Le premier adjoint au maire du Golfe 2, Sylvestre Assiah, a souligné l'importance des médias dans la diffusion des actions de développement local et le renforcement du dialogue entre les collectivités et les citoyens. Il a assuré de la disponibilité de la municipalité à collaborer avec la radio.

Pour le directeur général de Taxi FM, Arimiyao Tchagnao, l'acquisition de ce siège constitue une étape importante dans la vie de la station. Il a rappelé que depuis sa création, la radio exerçait dans des locaux en location, avec des contraintes liées à cette situation.

« Un nouveau siège appelle forcément de nouveaux services », a-t-il déclaré, précisant que cette nouvelle étape s'accompagne d'une offre éditoriale renouvelée et de la remobilisation d'une équipe de professionnels.



Salle de rédaction



Studio

Le nouvel élan de la radio est également marqué par le retour au micro de l'animateur Sas Innocent Gawou, qui prend les commandes de l'émission « Taxi Forum ».

La cérémonie a réuni des représentants des autorités de régulation des médias, des autorités communales, des chefs traditionnels et plusieurs acteurs du paysage médiatique togolais.

ATOP/SED/MG

CAFE LITTERAIRE :**M'BA B. SAMTA PARTAGE SA VISION DU GENIE A TRAVERS « LA SYMPHONIE INVISIBLE. POURQUOI LE GENIE SE SENT SEUL ? »***L'auteur dédicace son ouvrage*

Lomé, 25 sept. (ATOP) - Le roman « La Symphonie invisible. Pourquoi le génie se sent seul ? » de l'écrivain togolais M'Ba B. Samta, retenu comme livre du mois de septembre, a été au centre d'un café littéraire, le jeudi 24 septembre à Lomé.

Publié dans la collection « Cris de cœur », le roman de 146 pages, vient compléter la bibliographie de l'auteur, qui compte également « Mariage et maturité » et « Né d'une femme ». Dans son ouvrage, M'Ba Samta propose une autre lecture de la

notion de génie. Il remet en question l'idée selon laquelle le génie serait l'apanage d'une catégorie particulière de personnes. Il défend plutôt l'idée que chaque individu possède un talent ou un potentiel qu'il peut développer et mettre au service de la communauté. « Tout le monde porte un talent qu'il peut travailler. Tout le monde a une petite note qu'il peut apporter à la symphonie du monde, de la communauté, pour contribuer au développement. Et en contribuant au développement de la communauté, il se développe lui-même de façon authentique », a-t-il expliqué.

L'écrivain présente également son ouvrage comme un livre de développement personnel, qui invite chacun à cultiver son authenticité plutôt qu'à se conformer aux modèles existants. Il souligne que chaque individu possède une singularité indispensable à l'harmonie du monde. Pour étayer sa réflexion, l'auteur s'appuie sur plusieurs figures historiques et artistiques, notamment Thomas Sankara, Emily Dickinson, Nikola Tesla et Vincent van Gogh. À travers leurs parcours, il évoque la fidélité aux valeurs, la persévérance, la prudence dans la valorisation de ses créations et les difficultés rencontrées par certains génies. Ces références lui permettent de lancer un appel à sa génération à faire preuve de courage, de persistance et de détermination dans la réalisation de ses aspirations.

*L'assistance**M'ba B. Samta*

Présentant l'ouvrage, la critique littéraire Dr Aylin Ayitey a souligné que cette œuvre dépasse le simple récit personnel pour devenir une invitation collective. Selon elle, l'auteur estime que le potentiel et le génie africains ne souffrent pas d'un manque d'idées ou de créativité, mais se heurtent souvent à un déficit d'audace, de persévérance et de confiance face au conformisme ambiant. Elle a ajouté que l'invisibilité ne doit pas être vécue comme une fatalité ou une défaite, mais comme une épreuve d'affirmation de soi, invitant chacun à cultiver et à protéger sa voix intérieure, même lorsqu'elle se distingue de

celle de la majorité. La véritable valeur d'une vision, a-t-elle relevé, ne dépend pas des applaudissements immédiats, mais de la capacité à transformer la solitude temporaire en une force créatrice durable.

Né le 30 décembre 1984 à Siou, dans la préfecture de Doufelgou, région de la Kara, M'ba B. Samta, également connu sous le nom de Bilan-Ao M'ba Samta, est ingénieur en technologies de l'information. Il réside aux États-Unis et partage ses activités entre l'Afrique et l'Amérique.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la promotion de la littérature togolaise à travers l'initiative dénommée « Le livre du mois ». Elle vise à créer des conditions favorables au progrès et à la prospérité de la littérature togolaise, à faire connaître les écrivains du pays et à faire découvrir les œuvres produites au Togo. ATOP/MD/AO



NOUVELLES DES PREFECTURES

KLOTO/INSECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE :

LA REVUE A MI-PARCOURS DU P2-P2RS TOGO RELEVÉ UN NIVEAU D'EXECUTION EN DEÇA DES ATTENTES

Kpalimé, 25 sept. (ATOP) - La revue à mi-parcours du Projet 2 du Programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P2-P2RS), composante Togo, a relevé un niveau d'exécution en deçà des attentes. L'accélération de la mise en œuvre des activités a été recommandée, au terme d'un atelier du 21 au 25 septembre à Kpalimé.

La revue a permis aux parties prenantes d'examiner l'état d'avancement des différentes activités, d'identifier les actions non encore engagées, les besoins nouveaux et les principales contraintes qui ralentissent l'exécution du projet. Elle a également servi de cadre pour formuler des recommandations pour la période restante et de finaliser le rapport de revue à mi-parcours.

Après environ 30 mois de mise en œuvre, le taux d'exécution physique du projet s'établit à 25,14 %, contre 6,15 % pour les décaissements et 40 % pour les engagements. Sur les 65 marchés prévus, seuls deux ont été exécutés, pour un montant de 154 034 350 FCFA, soit un taux d'exécution de 2,99 %.



Les participants

Des contraintes qui ralentissent l'exécution et les approches de solution

Les difficultés rencontrées concernent, entre autres, la non-disponibilité des fonds, les lenteurs dans la réalisation des études techniques préalables, les retards dans le financement des sous-projets et l'insuffisante opérationnalisation de certaines activités régionales à portée nationale.

Pour corriger cette situation, les participants ont retenu plusieurs mesures, notamment la poursuite des efforts de mobilisation des fonds de contrepartie nationale, le renforcement des capacités de l'équipe du projet en passation des marchés, gestion financière, suivi-évaluation et sauvegarde environnementale. Ils souhaitent également l'élaboration d'un plan de rattrapage assorti d'échéances précises et une dérogation spéciale aux services publics partenaires pour faciliter l'ouverture des comptes nécessaires à l'exécution de leurs conventions.



Dr Konlani (au milieu) lors de son intervention



L'assistance

Le directeur de cabinet du ministre en charge de l'Agriculture, Dr Konlani Dindioque, a souligné l'importance de cet exercice pour mesurer le chemin parcouru, identifier les insuffisances et ajuster la trajectoire du projet.

Pour le représentant de la BAD, Dr Bassirou Diallo, la revue devait permettre de définir de nouvelles orientations pour accélérer la suite de la mise en œuvre.

Le préfet de Kloto, Assan Koku Bertin, a, pour sa part, appelé à l'application effective des conclusions de la revue, soulignant l'importance de la sécurité alimentaire pour les populations, dans un contexte marqué par les effets du changement climatique sur les activités agricoles.

Le P2-P2RS Togo a démarré ses activités en janvier 2024 et doit s'achever le 31 décembre 2027. À la suite du réaménagement intervenu en décembre 2025, son coût global est établi à 17,51 milliards de FCFA, financés notamment par des dons de la Banque africaine de développement (BAD), un prêt de la BOAD et une contrepartie nationale. Le projet vise à contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations du Sahel. Au Togo, il intervient dans dix communes de la région des Plateaux : Akébou 1, Akébou 2, Agou 1, Agou 2, Amou 2, Anié 2, Est-Mono 2, Haho 4, Kpélé 1 et Ogou 2.

Le projet doit toucher directement environ 395 000 bénéficiaires, notamment les petits producteurs, éleveurs, agro-pasteurs et les pêcheurs artisanaux. Ses interventions portent entre autres sur la restauration des terres, l'aménagement de périmètres pastoraux et maraîchers, la construction de points d'eau et de pistes rurales, ainsi que le développement d'infrastructures et d'activités en faveur des chaînes de valeur agricoles. ATOP/ER/AYH/HKM

----- ----- LA CNDH RENFORCE LES CONNAISSANCES DES FEMMES DETENUES SUR LEURS DROITS

Kpalimé, 25 sept. (ATOP) - Les surveillants de l'administration pénitentiaire et les détenues de la prison civile de Kpalimé ont été entretenus sur les règles de Bangkok et les violences basées sur le genre, au cours d'une séance d'échanges, le jeudi 24 septembre dans la localité.

La rencontre est organisée par la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), en sa qualité de Mécanisme national de prévention de la torture (MNP) du Togo. Elle vise à rappeler les mesures particulières prévues pour les femmes détenues, à

renforcer les capacités du personnel pénitentiaire et à permettre aux détenues de mieux connaître leurs droits.

Les participants ont été instruits sur les règles de Bangkok, élaborées par les Nations unies pour la gestion des femmes en détention. Elles permettent de renforcer la protection des femmes en milieu carcéral et prennent en compte les spécificités liées à leur situation. Elles invitent ainsi les personnels chargés de leur prise en charge à adapter leur regard et traitement aux besoins particuliers des femmes. Pour la CNDH, le renforcement des connaissances des surveillants rime avec l'information des détenues. Celles-ci doivent pouvoir identifier les situations qui portent atteinte à leurs droits et savoir vers quels interlocuteurs se tourner lorsqu'elles estiment subir une maltraitance ou une violation des règles qui les protègent.



Des membres de la CNDH et l'administration pénitentiaire

La séance a aussi permis d'échanger avec les femmes détenues, en toute intimité, afin de leur permettre d'exprimer librement leurs préoccupations sur leurs conditions de détention et sur d'éventuelles violences ou violations de leurs droits. Il y a eu également des discussions entre la CNDH et le personnel de l'administration pénitentiaire autour des pratiques de prise en charge des femmes.

Des besoins spécifiques à prendre en compte

La situation des femmes en détention a également été abordée sous l'angle de leur vulnérabilité particulière. Selon la CNDH, elles peuvent être exposées à de différentes formes de violences, notamment les viols, les agressions sexuelles et les maltraitements.

Leur séjour en prison peut aussi être marqué par une forte charge psychologique, notamment lorsqu'elles laissent derrière elles des enfants, un conjoint ou des parents âgés dont elles avaient la charge. Ces réalités appellent, selon l'institution, davantage d'attention et d'empathie de la part du personnel pénitentiaire, afin de limiter les traumatismes susceptibles d'affecter la réinsertion des femmes après leur sortie de prison.

La question des visites familiales a été, par ailleurs, débattue. La CNDH a rappelé que le maintien des liens entre les détenues et leurs familles peut être essentiel, notamment pour le suivi des enfants. L'initiative entend également contribuer à prévenir les violences basées sur le genre en milieu carcéral et à créer un cadre permettant aux détenues de faire connaître leurs préoccupations. « Les femmes qui sont protégées par ces règles-là doivent également en avoir au moins une idée. Et quand leurs droits vont être violés, elles peuvent être à même de reconnaître qu'elles sont maltraitées par rapport à telle règle », a expliqué Mme Afi Atitso, commissaire à la CNDH. ATOP/ER/AYH/DHK

LE CADR ET LE MARCHÉ PANIER BIO MISENT SUR L'AGROECOLOGIE POUR PROMOUVOIR UNE ALIMENTATION SAINTE

Kpalimé, 25 sept. (ATOP) - Le Centre d'action pour le développement rural (CADR) et le marché Panier Bio Kpalimé ont organisé, les 24 et 25 septembre à Kpalimé, la troisième édition des journées portes ouvertes sur les produits agroécologiques et l'alimentation.

Cette édition placée sous le thème « l'Agroécologie : l'alimentation qui soigne la terre et nourrit le peuple », s'inscrit dans le cadre du Programme d'appui aux dynamiques socioéconomiques et environnementales dans la commune Kloto 3 (PADySE).

Ces journées entendent promouvoir une alimentation saine et rapprocher producteurs et consommateurs autour des enjeux de santé, de protection des sols et de

développement local. Il s'agit aussi de sensibiliser sur la nécessité d'arrêter l'utilisation des intrants chimiques de synthèse et d'opter pour les produits agroécologiques et biologiques dans les ménages et services. L'initiative vise également à renforcer l'engagement politique et institutionnel des communes de Kloto en faveur de l'agroécologie et de l'agriculture biologique et leur ancrage dans les politiques publiques et territoriales.

Ces journées ont été meublées par des conférences-débats sur le lien entre alimentation et santé et aux opportunités de l'agroécologie pour le développement des territoires. Une exposition-vente de produits agricoles et transformés, un atelier de cuisine et de dégustation ainsi que des visites de sites de production étaient également au programme.

Le directeur exécutif du CADR, Kumessi Yaovi Evenunye a relevé que l'agroécologie constitue une voie permettant de répondre à plusieurs défis du secteur agricole, notamment la dégradation des sols, la pollution des ressources naturelles, la dépendance aux intrants chimiques de synthèse et les difficultés d'accès aux marchés pour les produits agroécologiques et biologiques. « Ce que nous produisons et ce que nous mangeons déterminent en grande partie notre santé, la qualité de notre environnement et l'avenir de nos territoires », a-t-il indiqué.

La coordinatrice du marché Panier Bio Kpalimé, Georgette Agbéka Adiku, a fait savoir que cette édition est placée sous le signe de la valorisation des semences paysannes et de la consommation locale. « Lorsque nous achetons local, nous soutenons un producteur, une famille et une économie locale », a-t-elle souligné, invitant les consommateurs à découvrir le savoir-faire des producteurs et à accorder davantage de place aux produits locaux et biologiques dans leurs habitudes alimentaires.



Visite des stands de la foire



Les participants

L'adjointe au maire de Kloto 3, Mme Gawosso Adzo Sénam a indiqué que cette initiative permet de mettre en lumière le savoir-faire des producteurs et transformateurs locaux, tout en favorisant les échanges entre acteurs. Elle a réaffirmé la disponibilité de la commune à accompagner les initiatives contribuant à valoriser des potentialités agricoles du territoire, à protéger l'environnement et à créer des opportunités économiques pour les jeunes et les femmes.

L'activité bénéficie de l'appui d'Action solidarité tiers monde, de la GIZ AgSys et des communes de Kloto. ATOP/AYH/BA

INONDATION DANS LA COMMUNE LACS 2 :

PLAN INTERNATIONAL-TOGO ASSISTE LES SINISTRES

Aného, 25 sept. (ATOP) - Une opération de distribution des vivres et non vivres « d'urgence » au profit des sinistrés des inondations des 29 et 30 juin derniers dans la commune Lacs 2, a été lancée le jeudi 24 septembre à Atchamé.

Cette initiative de solidarité émane du Plan International-Togo, en collaboration avec l'Agence nationale de protection civile (ANPC), le Bureau national catholique de l'enfance (BNCE), la Croix rouge togolaise (CRT) et l'ONG Synergie de développement. Elle bénéficie

du soutien technique et financier de la Fondation de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD).



Vue partielle du don



Remise symbolique du don

Au total 1.732 personnes, soit 489 ménages sinistrés répartis dans 9 villages de la commune, bénéficieront de cette assistance humanitaire, notamment des kits constitués de vivres et non vivres. D'une valeur de 44.735.783 F CFA, ces kits sont composés de sac de maïs et de riz, d'huile végétale, de sceaux en plastique, de pains de savon, de couvertures épaisses de deux places synthétiques, de nattes en plastique et un sac de conditionnement.

Outre la distribution des kits, ce projet prend également en compte des actions de sensibilisation sur la prévention et la gestion des catastrophes, ainsi que des mécanismes permettant aux bénéficiaires de donner leur avis et de faire entendre leur préoccupation sur l'assistance reçue.

L'objectif est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des ménages affectés par les récentes inondations dans la localité à travers une assistance humanitaire d'urgence adaptée à leurs besoins prioritaires. Il s'agit d'apporter un soutien psychologique aux sinistrés en les soulageant de leurs souffrances et leur permettre de faire face à l'urgence humanitaire. Il est aussi question pour les bienfaiteurs d'exprimer leur compassion, leur réconfort et leur solidarité aux victimes.

Le préfet des Lacs, Bénissan-Tétévi Datè et le maire de la commune, Mensah Amavi Benoit ont exprimé leur gratitude au donateur pour leur action de solidarité et leur engagement au côté du gouvernement en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations, surtout celles en détresse.

Pour le directeur général délégué de la Fondation BOAD, Dr Amara Kouyaté « la solidarité envers les vulnérables n'est pas un acte virtuel, mais un engagement durable ».

Le représentant de Plan International-Togo, Ousseynou Samb a fait savoir qu'«ensemble nous pouvons faire de chaque crise non seulement un moment de réponse, mais aussi une occasion de renforcer notre capacité collective à mieux anticiper, protéger et mieux reconstruire ».

Le représentant du directeur général de l'ANPC, commissaire principal Simbou Aklesso a entretenu l'assistance sur les risques de catastrophes, les comportements à adopter et les mesures de prévention. Il a rappelé le numéro vert de l'ANPC, 170, accessible et gratuit.

ATOP/DK/AR

AGOU :

LA CHEFFERIE TRADITIONNELLE D'AGOU-APEGANME PRESENTE SES CIVILITES AU PREFET

Agou-Gadzépé, 25 sept. (ATOP) - Une délégation de la chefferie traditionnelle d'Agou-Apéganmé avec à sa tête le chef du village, Togbui Adabrah Dunenyo X, a présenté, le vendredi 25 septembre ses civilités au préfet d'Agou, Ali Mouzou.

Par cette démarche, les autorités traditionnelles entendent saluer l'engagement et la disponibilité du représentant du pouvoir central à accompagner les initiatives locales. Elle vise également à renforcer les liens de fraternité et de confiance réciproque entre le préfet et la chefferie traditionnelle.



La délégation en échange avec le Préfet



La délégation avec le Préfet

Le sage Akogblélou Abotsitsè IV a remercié le représentant du pouvoir central pour son leadership et son accompagnement qui ont permis la redynamisation de la chefferie traditionnelle d'Agou-Apéganmé. Il a invité le préfet soutenir davantage la chefferie traditionnelle pour un lendemain meilleur.

Le préfet s'est réjoui de cette démarche qui traduit une marque de respect et de confiance envers sa personne et sa hiérarchie. Il a réaffirmé sa disponibilité et son accompagnement aux côtés des initiatives allant dans le sens du bien-être de la population et de la cohésion sociale. Le préfet Mouzou a convié les différents acteurs à œuvrer ensemble pour la construction du village. « Inutile de vous rappeler que l'union fait la force, vous êtes une vitrine de la préfecture et donc vous avez l'obligation de faire les choses bien pour donner l'exemple aux autres », a ajouté le préfet.

Le président du conseil des chefs traditionnels de la préfecture, Togbui Egu-Lete XI a réitéré l'engagement de la chefferie traditionnelle pour un développement harmonieux de la localité. ATOP/BSM/MET/BA

KPENDJAL-OUEST/JOURNEE INTERNATIONALE DE LA PAIX : **DES DEBATS SUR LA PAIX ET LA COHESION SOCIALE MENES A NAKI-EST**

Naki-Est, 25 sept. (ATOP) – La journée internationale de la paix a été célébrée en différé le mercredi 23 septembre à Naki-Est sur le thème « Investir dans la paix pour tous, partout, chaque jour ».



L'assistance



Le préfet de Kpendjal-Ouest lors de son discours

La célébration s'intègre dans le projet « Action intégrée de réponse de crise dans la région des Savanes au Togo (Savanes Kpaadu) », mis en œuvre par Plan International Togo et ses partenaires, avec le financement de l'Union européenne (UE). Elle vise à

renforcer la mobilisation citoyenne et le dialogue entre les communautés, tout en contribuant à la promotion de la paix, de la cohésion sociale et du vivre-ensemble.

L'événement a été marqué par un forum communautaire, des échanges avec les jeunes et les organisations de la société civile, ainsi que des animations socioculturelles. Le projet « Savanes Kpaadu », ses objectifs et ses actions, ainsi que les opportunités d'entrepreneuriat ont été présentés aux communautés. Celles-ci ont été en outre sensibilisées sur le vivre-ensemble, la paix et la cohésion sociale.

Le préfet de Kpendjal-Ouest, Col. Bakaï Pidassa a souligné que la paix et le vivre-ensemble constituent un levier essentiel pour le développement durable. Il a invité la population à œuvrer pour contribuer à l'enracinement de la paix dans la localité.

Le maire de Kpendjal-Ouest 1, Mme Didjengou Fékandine a émis le vœu que cette initiative favorise une prise de conscience collective sur l'importance de la cohésion sociale, du vivre-ensemble et la fraternité entre les communautés.

La coordinatrice de Plan International Togo, bureau Savanes et Kara, Mme Abalo Naka a précisé qu'à travers ces assises, sa structure entend transformer ces occasions symboliques en véritables plateformes de mobilisation populaire, capables de renforcer le vivre-ensemble et de contrecarrer les discours de division et de haine.

La journée internationale de la paix est observée chaque 21 septembre.

ATOP/BLS/JK/BV

LE « BUREAU DU CITOYEN » DE LA COMMUNE MOYEN-MONO 1 MIS EN PLACE

Tohoun, 25 sept. (ATOP) - Le « Bureau du Citoyen » de la commune Moyen-Mono 1 a été mis en place, le mercredi 23 septembre à Tohoun.

Ce bureau sera coordonné par M. Sossou Edouard avec comme rapporteur Houmahan Yaovi. Il a pour mission fondamentale de collecter les attentes, doléances, préoccupations et propositions émanant de la population locale.

La création de ce bureau s'inscrit dans le cadre du renforcement de la gouvernance locale et de la promotion de la démocratie participative à la base. Au-delà de sa fonction de relais d'information, l'instance constitue un puissant levier de transparence publique et d'inclusion civique. Le bureau a notamment pour attributions la transparence administrative, l'éducation au civisme et la promotion de la cohésion sociale.

La cérémonie a été présidée par le préfet du Moyen-Mono, Col. Gnakouafré Yao Eindrè entouré des autorités municipales, administratives et coutumières.

Le maire de Moyen-Mono 1, Assoè Ayaosè, a affirmé que le déploiement de cette instance ne saurait se réduire à une simple formalité administrative, mais qu'il scelle le point de départ d'une dynamique renouvelée d'écoute, de concertation et de participation active des citoyens à l'édification de leur territoire. Il a invité les populations à plus de responsabilité et de collaboration afin de pérenniser ce cadre démocratique au service du développement partagé.

ATOP/TM/KKT/BA



Le bureau du citoyen et les autorités

ZIO/JOURNEE DES METIERS DU VETERINAIRE :
LES ELEVES DU LYCEE TSEVIE 1 DECOUVRENT LES OPPORTUNITES DE LA PROFESSION

Tsévié, 25 sept. (ATOP) - Les élèves des séries scientifiques du Lycée Tsévié 1 ont été sensibilisés sur les différents métiers de la médecine vétérinaire et les opportunités professionnelles qu'offre cette filière, le jeudi 24 septembre.



Dr Batawi (au micro) lors de son intervention



L'assistance

L'initiative est portée par l'Ordre national des médecins vétérinaires du Togo, avec l'appui de l'Association des étudiants vétérinaires togolais de Dakar (AEVTD) et la collaboration du Réseau des journalistes et communicateurs spécialisés en éducation. Elle s'inscrit dans le cadre de la journée des métiers du vétérinaire, placée sous le thème : « La médecine vétérinaire, une profession aux multiples opportunités au service du développement du Togo ».

La rencontre vise à faire découvrir aux élèves la diversité des métiers vétérinaires, leurs débouchés professionnels et le rôle du vétérinaire dans la protection de la santé animale et humaine. Il s'agit aussi de susciter l'intérêt des jeunes pour cette profession et les aider à mieux orienter leurs choix de carrière.

Le président de l'Ordre national des médecins vétérinaires du Togo, Dr Mabalo Kossi, a expliqué aux élèves que la profession ne se limite pas aux soins des animaux domestiques. Il a notamment souligné que le vétérinaire contribue aussi à la protection de la santé humaine, à la sécurité sanitaire des aliments, à la préservation de l'environnement et au développement de l'économie nationale. Pour Dr Mabalo, ces professionnels peuvent également exercer dans les cliniques et cabinets vétérinaires, les élevages, les industries agroalimentaires, les laboratoires, les services publics, les organisations internationales, les universités et les centres de recherche.

Le président de l'Ordre a fait savoir que la médecine vétérinaire offre aussi des possibilités de spécialisation en santé publique vétérinaire, épidémiologie, microbiologie, nutrition animale, reproduction animale, aquaculture, gestion de la faune et de l'environnement. « Choisir les sciences vétérinaires, ce n'est pas choisir un seul métier ; c'est ouvrir la porte à de nombreuses carrières », a-t-il résumé.

Le représentant du ministre en charge de l'Agriculture, Dr Komlan Batawi, a insisté sur l'importance des ressources humaines qualifiées dans le secteur de la santé animale. « Aucune ambition agricole ne peut se réaliser sans les professionnels de la santé animale en nombre suffisant et bien formés pour relever les défis de la souveraineté alimentaire », a-t-il déclaré. Dr Batawi a ajouté que le gouvernement accorde une attention particulière au renforcement de la profession vétérinaire pour accompagner le développement de l'élevage et, plus largement, la modernisation de l'agriculture togolaise.

La proviseure du Lycée Tsévié 1, Mme Tidjouguena Tibayéa, épouse Klutsè, a souligné que l'initiative permet aux élèves de mieux connaître les perspectives liées aux formations scientifiques.

Les apprenants ont présenté un sketch sur le choix des métiers porteurs et une prestation chorégraphique. ATOP/BBG/AO/BV



NOUVELLES DE L'ETRANGER

BURKINA FASO:

RENFORCEMENT DU DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE LA CIRCULATION ILLICITE DES ARMES

Ouagadougou, (Xinhua) - Le ministre burkinabè de la Guerre et de la Défense patriotique, Célestin Simporé, a plaidé le jeudi 24 septembre pour le renforcement du dispositif de lutte contre la circulation illicite des armes afin de contribuer à la lutte contre les violences armées.

« La maîtrise des flux d'armes en circulation est indispensable dans le combat engagé contre les violences armées de toute nature, qui engendrent des pertes en vies humaines et des déplacements de populations », a-t-il dit à l'ouverture de la première session ordinaire de l'année 2026 du Conseil d'orientation stratégique de la Commission nationale de contrôle des armes (CNCA). Selon son ministère, cette session vise à examiner les recommandations formulées lors de la session de 2023, dont la mise en œuvre doit permettre de renforcer le dispositif de lutte contre la circulation illicite des armes, notamment à travers la révision des textes réglementaires.

Le général Simporé a exhorté les experts à analyser en profondeur les différentes questions qui leur sont soumises afin de lutter efficacement contre la circulation illicite des armes et leur acquisition par des personnes non autorisées.

Créée en mars 2021, la CNCA est chargée de formuler des orientations sur les questions liées aux armes au Burkina Faso, notamment la lutte contre les attaques à main armée et la prolifération des engins explosifs artisanaux. Xinhua

MALI:

13 MORTS ET 23 BLESSES DEPUIS LE DEBUT DE L'HIVERNAGE

Bamako, (Xinhua) - Sept cas d'inondation, onze cas de foudre et cinq cas de vents violents ont fait 13 morts et 23 blessés depuis le début de l'hivernage au Mali, selon un communiqué publié le jeudi 24 septembre par le Comité interministériel de gestion des crises et catastrophes.

Ces catastrophes ont également provoqué 479 cas d'effondrement et touché 1.933 ménages, soit 12.405 personnes affectées, a précisé le communiqué.

Tout en présentant ses condoléances aux familles endeuillées, le gouvernement a indiqué que plusieurs actions étaient en cours dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de prévention et de gestion des risques d'inondation, notamment le renforcement des piquets d'intervention rapide dans toutes les unités de la Protection civile, la poursuite des opérations de curage des caniveaux et des collecteurs sur l'ensemble du territoire national, ainsi que la mobilisation des brigadiers citoyens et des volontaires.

Pour ce qui concerne la situation hydrologique des principaux cours d'eau, elle se caractérise par une montée progressive des niveaux d'eau. Toutefois, les écoulements demeurent globalement normaux à déficitaires. Xinhua

CAMEROUN :

5 MORTS APRES LE CHAVIREMENT D'UNE PIROGUE DANS LE SUD-UEST

Yaoundé, (Xinhua) - Au moins cinq personnes sont mortes et plusieurs autres ont été blessées après le chavirement d'une pirogue survenu à Mudeka, dans la région camerounaise du Sud-Ouest, a confirmé le jeudi 25 septembre le préfet du département du Fako, Viang Mekala, dans un communiqué cité par la chaîne publique CRTV.

Selon lui, les victimes, quatre filles et un garçon, étaient des élèves inscrits dans des établissements scolaires de Buea. Ils se rendaient sur une île des environs dans le cadre d'un déplacement. Les rescapés et blessés ont été évacués à l'hôpital baptiste Mbingo à Mutengene, tandis que les dépouilles ont été déposées à la morgue de l'hôpital de district de Tiko, selon la même source. Les circonstances du chavirement n'ont pas encore été élucidées. Une enquête a été ouverte par les autorités. Xinhua

MADAGASCAR :

AU MOINS 21 DECES LIES A LA ROUGEOLE ET AU PALUDISME DANS UNE COMMUNE DU SUD-EST

Antananarivo, (Xinhua) - Au moins 21 décès liés à la rougeole, au paludisme ou à la combinaison des deux maladies ont été enregistrés à Ampasinambo, une commune rurale située dans le sud-est de Madagascar, a indiqué le vendredi 25 septembre, le ministère malgache de la Santé publique.

Selon les données disponibles pour la période du 2 au 23 septembre, 106 cas de rougeole et 108 cas de paludisme ont été recensés dans cette localité, dont 186 cas présentant de la fièvre, a précisé le ministère. Une riposte d'urgence a été engagée depuis plusieurs jours par les autorités sanitaires afin de contenir la situation et d'assurer la prise en charge des personnes touchées. Les décès font actuellement l'objet d'un suivi dans le cadre de la réponse sanitaire, tandis que les équipes médicales et les agents communautaires poursuivent les activités de surveillance, de sensibilisation et de prise en charge dans ce secteur.

Une campagne de vaccination contre la rougeole a également été lancée dans les zones touchées, parallèlement à la distribution de moustiquaires imprégnées, aux visites à domicile et à la prise en charge des personnes malades. Dans les zones particulièrement difficiles d'accès, des drones ont été mobilisés afin d'acheminer des médicaments et des équipements médicaux, selon le ministère. Xinhua

LA COLOMBIE ROMPT SES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC L'IRAN

Bogota, (Xinhua) - Le ministère colombien des Affaires étrangères a annoncé le jeudi 24 septembre que le pays avait officiellement rompu ses relations diplomatiques avec l'Iran à compter du 19 septembre.

Cette décision s'appuie sur les principes de la politique étrangère colombienne en matière de sécurité nationale et hémisphérique et de lutte contre la criminalité transnationale, compte tenu des liens présumés entre le gouvernement iranien et des groupes terroristes internationaux ainsi que d'autres organisations « narcoterroristes » que la Colombie considère comme une menace pour sa sécurité, a précisé le ministère.

« Ces événements ont érodé la confiance de la Colombie envers le gouvernement de la République islamique d'Iran », a déclaré le ministère dans un communiqué.

Le communiqué a souligné que la rupture des relations diplomatiques ne constituait pas une rupture des relations consulaires, conformément aux conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires. Xinhua

----- LES EMIRATS ARABES UNIS SUSPENDENT LES VOLS DES COMPAGNIES AERIENNES IRANIENNES

Abou Dhabi, (Xinhua) - Les Emirats arabes unis (EAU) ont suspendu les vols assurés par les compagnies aériennes iraniennes à destination et en provenance du pays, à compter de jeudi 24 septembre et jusqu'à nouvel ordre, selon l'Autorité générale de l'aviation civile des EAU.

L'autorité a fait savoir dans un communiqué que cette décision était fondée sur l'interdiction prononcée par les Etats-Unis à l'encontre des compagnies aériennes iraniennes d'utiliser les aéroports du monde entier, a rapporté l'Agence de presse des Emirats (WAM). Elle a ajouté qu'elle tiendrait le public et les parties concernées informés de toute évolution de la situation jusqu'à ce que le trafic aérien entre les EAU et l'Iran revienne à la normale. Pour obtenir des informations sur le trafic aérien, l'autorité a en outre exhorté le public à se fier exclusivement aux sources officielles autorisées.

Xinhua



SPORTS

FOOTBALL/ELIMINATOIRES CAN 2027 :

PATRICE NEVEU CONFIAIT AVANT TOGO – BURUNDI

Lomé, 25 sept. (ATOP) – Le Togo joue face au Burundi le vendredi 25 septembre au stade de Kégué à Lomé. À la veille de ce match, comptant pour les éliminatoires de la CAN 2027, le jeudi 24 septembre, le sélectionneur national, Patrice Neveu a animé une conférence de presse au siège de la FTF au cours de laquelle il s'est montré serein.

Réunis depuis quelques jours, les Eperviers se sont entraînés sous la conduite du sélectionneur national. Ils ont travaillé sur les aspects tactiques : « Mon équipe est dans un bon état d'esprit. Le temps est court mais on a bien travaillé sur ce que je souhaitais que l'on travaille tactiquement », a expliqué le sélectionneur. Ces séances ont permis au staff technique de poser les bases de son projet. Cependant, des incertitudes administratives concernent encore deux joueurs, une situation qui préoccupe le technicien.

Une concurrence ouverte à tous les postes

Patrice Neveu a également insisté sur la concurrence au sein du groupe. « La concurrence est valable pour toutes les lignes de l'équipe, que ce soit derrière ou devant », a-t-il souligné. Cette concurrence concerne aussi les remplaçants. Avec des changements attendus au cours de la rencontre, le technicien compte sur l'implication de l'ensemble du groupe.

Djené Dakonam sera bien présent

Neveu a confirmé la présence du capitaine des Eperviers, Djené Dakonam. Le capitaine, récemment touché, s'est remis de ses blessures. « Capi Djené est un joueur sérieux. Oui, il pourra jouer demain », a confirmé Patrice Neveu.

Le défenseur devrait ainsi débiter la rencontre et apporter son expérience à l'équipe togolaise qui a besoin de sérénité et de concentration face au Burundi.

Des ajustements attendus à domicile

Concernant l'organisation tactique de l'équipe, Patrice Neveu reste discret. Le fait d'évoluer à domicile pourrait entraîner certains réajustements, mais le sélectionneur préfère garder ses choix pour le terrain.

Le technicien français respecte le Burundi et espère que son équipe puisse s'adapter aux différentes phases de la rencontre.

Garder confiance durant la rencontre

Patrice Neveu estime qu'un match dure 90 minutes et comporte nécessairement des périodes plus difficiles. L'essentiel consiste à maintenir la confiance et la concentration du groupe, quel que soit le scénario.

Le sélectionneur compte également sur le soutien du public togolais : « On a besoin de leur soutien dans les bons moments mais aussi sur les moments difficiles. »

A quelques heures du coup d'envoi, le message de Patrice Neveu est donc clair : confiance, solidarité et capacité à gérer les différentes phases du match. Face au Burundi, les Éperviers seront en maillot jaune, short vert et bas jaune.
ATOP (Cellule de communication FTF)

TENNIS/ATP DE PEKIN :

JANNIK SINNER REPORTE SON RETOUR

Paris, (Orange) – Jannik Sinner a annoncé qu'il déclarait forfait pour l'ATP 500 de Pékin la semaine prochaine, car il souffre toujours de son genou. La place de n°1 mondial se rapproche pour Alexander Zverev.

Carlos Alcaraz a manqué quatre mois et demi de compétition pour soigner son poignet. Pour Jannik Sinner, cela fera au moins trois mois. L'Italien n'a plus joué en compétition depuis qu'il a remporté le tournoi de Wimbledon, en raison d'un genou droit récalcitrant. Après avoir manqué les Masters 1000 de l'été de Montréal et Cincinnati, puis l'US Open, le joueur de 29 ans a annoncé ce vendredi qu'il ne défendrait pas son titre à l'ATP 500 de Pékin, qui débute la semaine prochaine.

Un boulevard pour Zverev ?

Reste désormais à savoir si le n°1 mondial fera le déplacement pour le Masters 1000 de Shanghai, qui débute le 7 octobre et qui serait donc le seul tournoi de sa tournée asiatique. Cela semble assez peu probable, d'autant que les conditions de jeu très humides dans la ville chinoise ne lui avaient pas réussi l'an passé, et il avait dû abandonner en seizièmes de finale contre Tallon Griekspoor, alors qu'il était tenant du titre.

Le malheur des uns faisant le bonheur des autres, le forfait de Jannik Sinner devrait profiter à Alexander Zverev. Le vainqueur de Roland-Garros et de l'US Open va hériter du statut de tête de série n°1 à Pékin (pendant que Carlos Alcaraz jouera l'ATP 500 de Tokyo au même moment), où il s'était arrêté en quarts l'an passé, soit seulement 100 points à défendre. Et à Shanghai, il avait été éliminé en seizièmes par Arthur Rinderknech, auteur du tournoi de sa vie. Zverev peut clairement espérer devenir n°1 mondial d'ici la fin de saison. Il a actuellement 1810 points de retard sur Sinner mais n'a que 1080 points à défendre d'ici décembre, contre 3550 pour l'Italien. Le fait de voir monter l'Allemand sur le trône de l'ATP serait mérité au vu de son palmarès cette année, même s'il y aura toujours un bémol, puisqu'il n'a battu ni Sinner ni Alcaraz en 2026. A moins qu'il y parvienne d'ici le Masters de Turin ? Orange .

